

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Etat d'esprit de l'opinion – manifestations et loi travail

- **La loi travail et les manifestations restent le premier sujet de mémorisation - avec les attentats - que rien ne semble faire passer.** Or, pour la première fois depuis le début du quinquennat, on voit apparaître des éléments pouvant être de nature à briser de façon irrémédiable le lien avec les Français.
- **A montrer une intransigeance sans dire où l'on veut aller, nous avons fait émerger un problème de démocratie :** *« Ce qui me marque, c'est que le gouvernement ne veut pas écouter vraiment ce qu'on a à leur dire ».* Provoquant des réactions fortes chez les gens : *« C'est pas facile à avaler ce genre d'attitude, on a l'impression que le peuple n'a plus le droit de dire son mot ».*

Ce sentiment de brutalité n'est pas premier : il reste la **conséquence du manque d'explication**. Certains le formulent explicitement : *« Le gouvernement a mis de l'huile sur le feu en imposant des ultimatums tels que le 49.3 sans chercher à discuter avec les gens et à expliquer vraiment ce qu'ils voulaient faire, expliquer les réformes qu'ils voulaient engager pour le pays ».*

Mais quelle que soit la cause, l'impression reste la même. **On retrouve ces réflexions tout au long des verbatims :** *« Ça va pas, il n'y a pas de dialogue ».* *« Le gouvernement ne discute pas avec le peuple »*, il ferait *« la sourde oreille »*, *« la forte tête contre les citoyens »*. Avec un sentiment d'être exclus : *« ils ne veulent pas lâcher le morceau. Ils font croire que les citoyens ont le droit d'opinion, et au final ils font passer la loi avec le 49-3 ».*

- **Une impression de dureté commence à apparaître dans l'image du PR.** Même si les Français l'entendent peu, c'est bien sa responsabilité qui revient, à mesure que le PM, affaibli, peine à prendre sur lui la responsabilité de l'action. Il *« campe sur ses positions »*, fait preuve *« d'entêtement »*.

Le mouvement est dangereux : il ne s'agit pas d'une dureté qui pourrait être bénéfique et contrebalancerait des traits d'indécision. **Les gens ne le voient pas comme de la fermeté mais de la fermeture.** **Le sentiment d'un Président qui se ferme aux Français, jusqu'à voir apparaître des mots que l'on ne voyait jamais :** le manque de respect (*« Le minimum c'est d'avoir du respect pour les concitoyens que nous sommes »*), la distance (*« La façon de traiter les salariés, la façon d'écouter les gens est hautaine »*), et même le mépris (*« Le mépris affiché envers les Français »*).

A quoi s'ajoute l'impression d'une **stratégie de « pourrissement »** plus ou moins voulu (*« ils laissent pourrir une situation qu'ils devraient régler »*) qui va, pour certains, jusqu'à **se retourner délibérément contre les Français** (*« Ils laissent le peuple se manger entre eux. Ils font passer toutes les lois qu'ils veulent et quand le peuple n'est pas content et qu'il fait grève, s'il fait pas grève assez longtemps ils s'en fichent, et s'il fait grève trop longtemps ils font en sorte que tout le monde se mangent entre eux et font passer le peuple pour les méchants en disant que les grévistes vont donner une mauvaise image pendant l'Euro »*).

- **C'est le dernier capital, la sympathie, la proximité, la capacité d'écoute, qui est en train d'être perdu.**

On le décèle dans les cotes de popularité : si la surface est assez stable (-1 à 2 points), les « *très mauvaises* » opinion progressent sensiblement : +7 pour Elabe, +6 pour Ifop/Match. Un bloc de rejet est en train de s'étendre et de se cristalliser.

On le voit aussi dans les courriers : les gens n'écrivent plus. La semaine dernière a enregistré deux des jours où le SCP a reçu le moins de courriers de tout le quinquennat, mois d'août compris. Pourtant il se passe des choses dans le pays. Mais à quoi bon écrire si « *le gouvernement ne nous écoute pas* » ? Or si ce lien se rompt, il sera extrêmement difficile à reconstruire.

Il ne faut pas chercher plus loin **l'attrait du moment pour J.L. Mélenchon**. Il ne procède pas d'une conversion idéologique soudaine – si c'était le cas, ces électeurs seraient partis lorsque nous avons fait le Pacte de responsabilité, la loi Macron, ou distribué 40 Mds aux entreprises – mais du fait que Mélenchon **représente en ce moment un porte-voix, qui plus est qui parle fort, clair et vindicatif**. L'important pour les gens n'est pas le message, mais que leur voix soit *portée* contre un système politique qui ne paraît plus vouloir les entendre.

C'est aussi par cette entrée qu'il faut comprendre la **volonté de réforme démocratique qui revient dans la bouche des gens**. Il ne s'agit jamais pour eux d'une réflexion institutionnelle (pas même sur l'efficacité du pouvoir), simplement d'une réaction face à ce qui leur semble être une dépossession non-acceptable de leur parole : « *Plus ça va, plus on manque de liberté, le gouvernement décide et si on est pas d'accord c'est pareil* ». « *On s'éloigne de la démocratie* ». « *Pour moi les représentants sont élus par le peuple, le peuple a confiance mais à l'heure actuelle c'est une dictature* ».

- Pour l'opinion, **nous ne pouvons nous réfugier derrière l'attitude des autres interlocuteurs**. Bien sûr, les gens ont une très mauvaise image de la CGT (« *C'est inadmissible qu'on soit à la merci des syndicats qui ne représentent pas tous les travailleurs et qui ne sont pas forcément le plus touchés par la loi travail* ») et des blocages (« *Les grèves m'exaspèrent. Elles empêchent le pays de tourner* »), ce que l'on retrouve jusqu'au Front de Gauche (« *Je trouve déplacé qu'ils continuent la grève. La grève est un droit mais il faut savoir se retirer certaines fois.* »). Et plus encore lorsqu'elles dégénèrent en violence, comme mardi.

Mais ce n'est pas réellement le sujet : **ce qui les importe est que le gouvernement, qui devrait être de leur côté, ne s'enferme pas dans un face-à-face duquel ils sont exclus, un bras de fer entre deux intransigeances qui les prend en étau** : « *Quand on fait un projet de loi et qu'on ne veut pas annuler ça cède pas des deux côtés* ». « *Nous ne nous sentons plus concernés, nous avons été mis à l'écart dans ces querelles de pouvoir* ».

Surtout lorsque, faute de compréhension de l'objet de la loi, **ce bras de fer semble relever du jeu de rôles** : « *La politique ne pense pas à la France et au Français. Je crois que chacun cherche à satisfaire ses propres intérêts plutôt que ceux de la nation. Tout ce que je lis, je vois, j'entends, me fais dire ça.* ». « *Personne n'essaye d'arranger vraiment le climat général* ». Jusqu'à aboutir à des mises en abyme décryptant ce que seraient les postures du gouvernement vis-à-vis d'eux-mêmes : « *Le gouvernement ne veut pas céder pour se faire bien voir. Il veut se faire bien voir par l'opinion publique* »...

Au final pour les Français, **c'est bien la seule responsabilité du gouvernement que d'avoir introduit la discorde** (« *Le pays est bloqué à cause des décisions du gouvernement.* ») **et de ne pas savoir (vouloir ?) la gérer depuis** (« *Le jusqu'au-boutisme qui ne sert à rien* »).

- Dans ce contexte **l'arrivée de l'Euro ne pouvait rien changer**. Elle tend même à **rajouter à l'agacement politique lorsque le Président paraît davantage s'investir sur ce sujet que dans la résolution des crises** : « *L'absence de communication de Hollande sur les sujet important, par contre il va manger avec des footballeurs, il va au match de foot, il ne communique sur aucun sujet important. Expliquer sa politique où est-ce qu'il veut aller ? Qu'est-ce qui veut faire ?* ».

On trouve également des renvois à un soupçon de manipulation ou de cynisme, idées assez nouvelles concernant le Président et le gouvernement : « *On essaye de divertir les gens et de les désintéresser des sujets qui fâchent* ». « *Ils profitent de la situation, font pourrir les différents mouvements* ». « *Tout ce qui intéresse le gouvernement c'est le bon déroulement de la coupe d'Europe. Il demande aux mouvements sociaux de s'arrêter pour le bon déroulement de l'Euro mais l'Euro ne dure qu'un mois, alors que si la loi passe on va le payer toute notre vie pour avoir donné une bonne image d'un mois à la France* ».

- **Dans l'immédiat, l'essentiel semble être de se recentrer sur les enjeux essentiels et d'élaguer le reste.**

Faut-il modérer la présence aux matchs de l'Euro et se montrer davantage impliqué dans des actions visant à *permettre* aux Français de bénéficier du bon déroulement de la compétition (pourquoi pas une présence - même hors temps de match - auprès des secouristes et bénévoles qui permettent aux Français d'en profiter) ?

Faut-il mettre en sourdine le « ça va mieux » (il a été entendu et pourra être facilement réactivé plus tard ; l'heure est à l'action plus qu'au bilan) ?

Il y a par ailleurs un sujet **d'insertion dans le débat de la question britannique**, pour le moment absente, sans qu'elle ne paraisse surgir brutalement comme une crise nouvelle.

- **A moyen terme, le 2nd 49-3 va être violent dans l'opinion. Il y a, en l'état, un risque réel qu'il confirme les perceptions de fermeture sur soi et de refus du dialogue qui sont en train de se former, au risque de ne plus pouvoir les défaire après.**

Nous avons d'ici là deux enjeux :

- **Donner une raison à la dispute.** Une dispute dont on comprend l'enjeu n'entraîne pas les mêmes réflexes qu'une dispute dont on ne comprend pas l'objet. Cela rejoint **l'explication du sens de la loi : que veut-on faire, pourquoi y tient-on à ce point ?** Il y a bien le sentiment que c'est quelque chose d'important : « *Elle va toucher à des choses qui sont fondamentales dans une société* ». Mais **l'incompréhension, qui finit par être prise comme un refus d'explication**, déroute : « *On est complètement perdus. La loi comme elle est présentée moi je ne la comprends pas* ». Et conforte donc l'idée que si l'on ne veut pas l'expliquer vraiment, c'est qu'elle ne va pas dans le bon sens : « *On n'est pas bien informé de son contenu et on a l'impression que ce sont les petites gens qui vont subir une injustice* ».

- **La nécessité de se montrer, d'une façon ou d'une autre, ouvert au dialogue** (quel que soit l'épuisement des manifestations) **non pas avec les syndicats mais avec les Français**. C'est là que se concentrent les représentations : « *J'en suis écœuré. L'Etat ne s'investit pas assez. La loi du travail il n'y a pas eu de discussion* ». **Dire que les négociations ont eu lieu ne suffira pas** : les gens nous reprochent moins la genèse que le refus de trouver une voie de sortie maintenant et de laisser pourrir la situation : « *Qu'un gouvernement qui ne sache pas se mettre autour de la table et discuter, ça m'interpelle, vraiment je trouve ça déplorable. Il y a un moment donné la loi c'est la loi, mais laisser un pays s'engouffrer dans des choses très difficiles c'est déplorable, ce n'est pas digne de la démocratie que l'on doit avoir* ». **L'interdiction des manifestations, geste porteur de représentations lourdes, rend plus nécessaire encore de montrer cette volonté de dialogue.**

- L'idéal serait de trouver à **purger ces questions avant le 14 juillet, faute de quoi la seule chose que les gens chercheront à comprendre sera le récit de ce qu'il s'est passé, interdisant de faire entendre des messages de projection dans l'avenir.**

Ça a été mal mené par le gouvernement qui aurait dû faire un tour de table des réunions avec les syndicats les patrons

Les cafouillages du gouvernement la loi Khomri qui met le bazar l'incompétence du gouvernement actuel.

Je n'ai pas trop eu connaissance de cette loi mais je sais que ça a eu un impact sur les personnes et leurs conditions de travail.

Posture :

Personne ne veut de cette loi ou très peu en veulent et malgré les élus et le gouvernement ils ont l'air de ne pas se soucier de notre opinion.

Pourrissement :

« Ils profitent d'un problème de sécurité et avec l'Euro et le tour de France qui arrivent ils font passer les grévistes pour des gens qui cassent et ils font trainer les négociations. »

L'incapacité à les gérer de la part du gouvernement et il y a un fonctionnement en France qui fait qu'on intervient que lorsque c'est trop tard en mettant les gens devant le fait accompli

Diversion :

J'écoute plus les politiques ils m'énervent. La loi el Khomri, les manifestations, les réactions des politiciens, maintenant y a le foot donc ils pourront passer leur loi à la noix de coco.